ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté viziriel du 16 juillet 1938 (18 jourmada I 1357) est complété ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Le Bureau des vins et des alcools est également autorisé à procéder à l'achat et à la revente en vue de la production d'alcool, de plantes et de semences de plantes alcooligènes, aux conditions qui seront fixées par arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement. »

Fait à Rabat, le 9 jourmada II 1360 (5 juillet 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 juillet 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 10 JUILLET 1941 (14 jourmada II 1360)
relatif aux surveillants et surveillantes d'internat
des établissements d'enseignement secondaire.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 26 juillet 1920 (9 kaada 1338) portant création d'une direction de l'enseignement, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction de l'instruction publique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements d'enseignement secondaire, la surveillance dans tous les services auxquels ne participent pas les externes et les externes surveillés peut être assurée par des surveillants et des surveillantes d'internat.

ART. 2. — Un arrêté du directeur de l'instruction publique détermine les règles relatives au recrutement, au service, à la discipline de ces agents ainsi que les conditions de leur rétribution qui est à la charge des gérants des internats de ces établissements.

ART. 3. — Les surveillants et surveillantes d'internat bénéficient en outre du logement et de la nourriture à l'internat pendant le temps où leur présence est exigée pour les besoins du service.

ART. 4. — Pendant la période des grandes vacances, les surveillants et surveillantes d'internat qui auront effectué un service ininterrompu pendant trois mois au moins avant l'ouverture de cette période, percevront mensuellement une allocation spéciale représentative des frais de logement et de nourriture. Un arrêté du directeur de l'instruction publique fixe chaque année le montant de cette allocation calculée en prenant pour base le prix moyen de la pension d'internat des établissements de l'enseignement secondaire du Maroc.

ART. 5. — Le présent arrêté viziriel produira effet à compter du 1^{er} juillet 1941.

Fait à Rabat, le 14 jourmada II 1360 (10 juillet 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

Plan et règlement d'aménagement de Rabat.

Par dahir du 21 juin 1941 (25 jourmada I 1360) ont été approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du secteur « Nouvelle municipalité nord » à Rabat, dans la partie dite « Mamounia », telles qu'elles résultent des plan et règlement annexés à l'original dudit dahir.

Délimitation d'immeubles collectifs.

Par arrêté viziriel du 20 mai 1941 (23 rebia II 1360) ont été homologuées les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés « Chaïbia », « Ichaa I des Oulad Ouggad » et « Feddan Mia des Mnaçir », situés sur le territoire de la tribu Oulad Yacoub (El-Kelâdes-Srahna).

Le texte de l'arrêté viziriel et les plans y annexés sont déposés à la conservation foncière de Marrakech et à la direction des affaires politiques, section des collectivités indigènes, à Rabat.

Périmètre de reboisement de l'oued Beth.

Par arrêté viziriel du 18 juin 1941 (22 jourmada I 1360) a été déclaré d'utilité publique et urgent l'agrandissement du périmètre de reboisement créé dans la vallée de l'oued Beth, de part et d'autre de la route principale n° 14 de Rabat à Meknès.

La zone de servitude prévue par l'article 4 du dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) est délimitée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original dudit arrêté.

Reconnaissance de route.

Par arrêté viziriel du 21 juin 1941 (25 jourmada I 1360) la route désignée au tableau ci-après a été reconnue comme faisant partie du domaine public et sa largeur d'emprise fixée ainsi qu'il suit :

NUMERO DE LA ROUTE	DÉSIGNATION DE LA ROUTE	LIMITE DES SECTIONS	LARGEUR D'EMPRISE	
			Côté gauche	Côté droit
319	Du P.K. 157 + 960 de la route n° 24 (de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou) au centre de Ksiba.	De l'origine (P. K. 157 + 960 de la route n° 24, de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou), au P. K. 5 + 100. Du P. K. 5 + 100, au P. K. 6 + 850 (traversée du centre de Ksiba).	15 10	15 10

Prorogation des effets d'une déclaration d'utilité publique.

Par arrêté viziriel du 23 juin 1941 (27 jourmada I 1360) ont été prorogés pour une période de deux années, à compter du 4 janvier 1940, les effets de l'arrêté viziriel du 3 janvier 1938 (1^{er} kaada 1356), déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction des canaux secondaires et tertiaires du périmètre d'irrigation des Beni Amir, les travaux d'aménagement du réseau des chemins ruraux d'exploitation des centres ruraux et les travaux de remembrement des terrains à irriguer.

Ouverture d'enquête en vue du classement de l'immeuble dit « Habs Zebbala », à Fès Jdid.

Par arrêté viziriel du 30 juin 1941 (5 jourmada II 1360) une enquête a été ouverte en vue du classement comme monument historique de l'édifice mérinide connu sous le nom de « Habs Zebbala », à Fès Jdid, et défini par les plans annexés à l'original dudit arrêté, soit :

1° Un plan de situation au 1/1.000° où l'immeuble à classer est figuré par une zone hachurée ;

2° Un plan au 1/100° de l'édifice lui-même.